



Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BICPE/LT

**Arrêté préfectoral imposant à la société VIVIEN PAILLE (ex SOUFFLET ALIMENTAIRE)
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son
établissement situé à VALENCIENNES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

VU les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 mai 2008 accordant à la S.A. SOUFFLET ALIMENTAIRE l'autorisation de procéder à une extension de ses activités à Valenciennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2019 imposant à la société SOUFFLET ALIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Valenciennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 imposant à la société SOUFFLET ALIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Valenciennes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le donner acte en date du 27 mai 2014 de la société SOUFFLET ALIMENTAIRE pour son site Valenciennes pour la rubrique 3642 ;

Vu le dossier de réexamen présenté le 4 décembre 2020 par la société SOUFFLET ALIMENTAIRE concernant le positionnement par rapport au BREF FDM (Food Drink and Milk) ;

Vu le rapport du 22 mai 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 10 juin 2024;

Vu l'absence d'observation ;

Considérant ce qui suit :

1. en application de l'article R. 515-71-I du code de l'environnement, les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 sont applicables depuis le 4 décembre 2023, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R. 515-70-I du même code ;
2. les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables de droit à l'exploitation des installations de la société VIVEN PAILLE depuis le 4 décembre 2023 ;
3. il convient néanmoins de réglementer les rejets d'eaux industrielles du site (rejets indirects) par un arrêté complémentaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société VIVIEN PAILLE dont le siège social est situé à VALENCIENNES (59302), 41 rue du petit Bruxelles, BP 79 est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 5 mai 2008 modifiées et complétées par celles du présent arrêté et de son annexe 1, à exploiter sur le territoire de la commune de VALENCIENNES (59302), 41 rue du petit Bruxelles, BP 79, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de VALENCIENNES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de VALENCIENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **03 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

P.J. :

- **Annexe 1** : Prescriptions applicables (corps de l'arrêté)

ANNEXE 1

Guillaume AFONSO

Article 1 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté du 5 mai 2008 modifié	/	Article 2 – Ajout de valeurs limites d'émission en concentration des rejets d'eaux industrielles
	9.2.3	Article 3 – Ajout d'une fréquence de mesure des rejets d'eaux industrielles

Article 2 Valeurs limites des rejets d'eaux industrielles

L'article 4.3.8 bis suivant est créé dans l'arrêté préfectoral du 5 mai 2008 modifié :

« Article 4.3.8 bis – valeurs limites d'émission des rejets d'eaux industrielles

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles (rejets 4 et 11), les valeurs limites en concentration ci-dessous définie.

Paramètre	Concentration en mg/L
DCO	1900
MES	600
Azote total	100
Phosphore total	15
DBO ₅	800

»

Article 3 Fréquence de mesure des rejets d'eaux industrielles

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2008 modifié :

« Les eaux industrielles (rejets 4 et 11) mentionnées à l'article 4.3.5 sont mesurées à une fréquence trimestrielle pour les paramètres figurant à l'article 4.3.8 bis, ainsi que le paramètre chlorures. »

